

Favoriser le pluralisme, condition clé du développement de l'espace alpin au niveau local

Livre blanc du projet transnational de l'Espace Alpin PlurAlps



PlurAlps. Plus de moyens pour un espace alpin pluraliste

Depuis trois ans, dix partenaires issus de six pays alpins travaillent ensemble sur le projet PlurAlps. Ce projet a pour mission d'augmenter l'attractivité du territoire alpin, de renforcer la cohésion sociale et de doter les municipalités et régions du massif alpin ou avoisinantes de moyens supplémentaires pour innover ; de renforcer la coopération multi-niveaux et la coopération transversale, qui permettent une meilleure intégration des migrants ; de favoriser le pluralisme ; et de développer les services d'accueil. Dans le cadre de ce projet, la région du Piémont a coordonné le présent document en collaboration avec le FIERI (Forum international et européen de recherche sur l'immigration).

Priorité numéro 1 : un espace alpin innovant

Référence du projet : n° 407

Durée du projet : du 01/11/2016 au 31/10/2019

Région du Piémont

corso Stati Uniti, 21

10128 Turin - Italie

Contributeurs: Elisa Agosti (CIPRA International Lab), Antonio Cristoforetti (Fondazione Franco Demarchi), Prisca Giaiero (Regione Piemonte), Leila Giannetto (FIERI), Nuria Mignone (Regione Piemonte), Robert Moosbrugger (Regionalentwicklung Vorarlberg eGen), Wolfgang Pfefferkorn (CIPRA International Lab), Irene Ponzo (FIERI), Miriam L. Weiß (Eurac Research)

September 2019

Partenaires du projet :



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne via le programme Espace Alpin d'Interreg. Les informations et les opinions présentées dans ce document n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de l'Union européenne. Ni les institutions et organes de l'Union européenne ni leurs représentants ne sauraient être tenus pour responsables de l'utilisation faite des informations contenues dans le présent document.

La reproduction de ce document est autorisée à condition que la source soit citée.



Sommaire

1. Favoriser le pluralisme, condition clé du développement de l'espace alpin au niveau local	4
Objectifs	4
2. Gros plan sur la région alpine : la migration et la diversité, deux atouts et deux défis séculaires	4
Qu'est-ce que le pluralisme ?	7
Gouvernance : contexte	8
3. Méthodologie : un processus ascendant et participatif	11
4. Recommandations pour l'élaboration de politiques	13
Conception et mise en œuvre de politiques	13
Une meilleure communication pour un pluralisme utile	20
Intégration et prospérité socio-économiques	24
5. Incitation à l'action	32

1. FAVORISER LE PLURALISME, CONDITION CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'ESPACE ALPIN AU NIVEAU LOCAL

Objectifs

Ce document fournit un certain nombre de recommandations concernant les politiques migratoires. Ces recommandations visent à accroître l'attractivité territoriale de la région alpine et à renforcer la cohésion sociale au sein de cette région au moyen de mesures innovantes qui favorisent le pluralisme et traitent la question des migrations. Elles ont pour but de renforcer l'implication des villes aux niveaux intra- et inter-municipal. Plus particulièrement, elles présentent aux acteurs de la vie publique et de la société civile travaillant à différents niveaux (local, régional, national et transnational, secteur privé compris) plusieurs approches en faveur de l'innovation sociale, culturelle et économique et défendent le pluralisme et l'essor de l'espace alpin au niveau local. Les actions préconisées visent à créer des sociétés et des marchés du travail plus inclusifs, c'est-à-dire ouverts à tous (à la population locale comme aux migrants), conformément aux principes garantis par le Socle européen des droits sociaux.

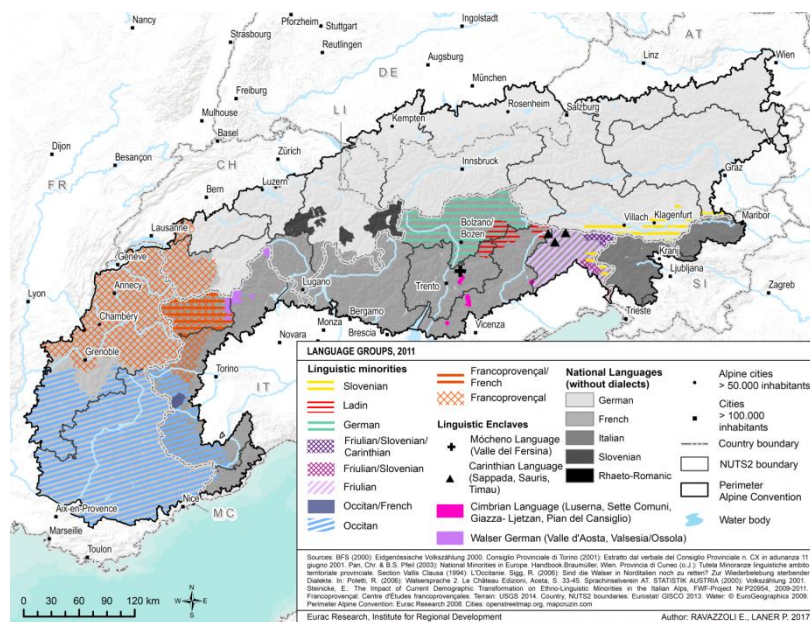
2. GROS PLAN SUR LA RÉGION ALPINE : LA MIGRATION ET LA DIVERSITÉ, DEUX ATOUTS ET DEUX DÉFIS SÉCULAIRES

Ce document présente la spécificité de s'intéresser à la fois au pluralisme et aux Alpes.

Les sociétés alpines sont loin d'être statiques. Elles ont toujours été dynamiques. Au cours de son histoire, la région alpine (une région transfrontalière) a connu d'importants mouvements de population. Elle se caractérise par une forte diversité culturelle et de nombreux groupes linguistiques, culturels et religieux (pour la diversité linguistique, voir Fig. 1). En conséquence, la diversité peut être considérée comme un signe distinctif de la région alpine, ancré depuis de très nombreuses années et ayant pris différentes formes à travers les âges, violentes ou pacifiques.

« Parce qu’elles sont situées au cœur de l’Europe, les Alpes ont toujours été traversées par des flux de personnes et de marchandises. En conséquence, le territoire alpin est devenu un vaste réseau de chemins, de routes et de voies ferrées ainsi qu’un lieu d’échanges linguistiques et culturels (...). La diversité culturelle est un aspect important du patrimoine alpin, particulièrement riche. Outre les quatre principales langues parlées dans les Alpes (le français, l’allemand, l’italien et le slovène), d’autres langues issues de diverses minorités et enclaves enrichissent le panorama culturel alpin. » (Secrétariat permanent de la Convention alpine, *The Alps in 25 Maps*, 2018).

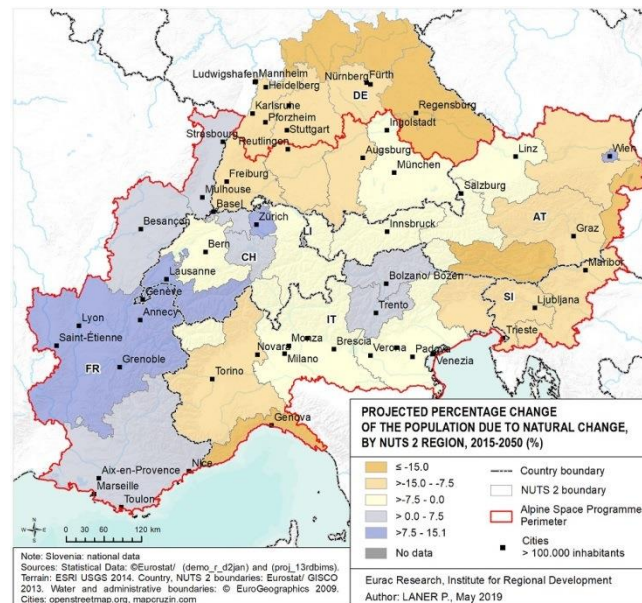
Figure 1 – Diversité linguistique de la région alpine



Source : Secrétariat permanent de la Convention alpine, *The Alps in 25 Maps*, 2018

L'évolution sociétale constante de la région suppose de prendre des initiatives afin de trouver de nouvelles façons de vivre, de travailler, de penser et de se développer ensemble. Depuis les années 1980, ces efforts ne cessent d'être renouvelés car la population augmente en raison des nouveaux arrivants alors que, dans le même temps, les taux de natalité restent bas (Fig. 2).

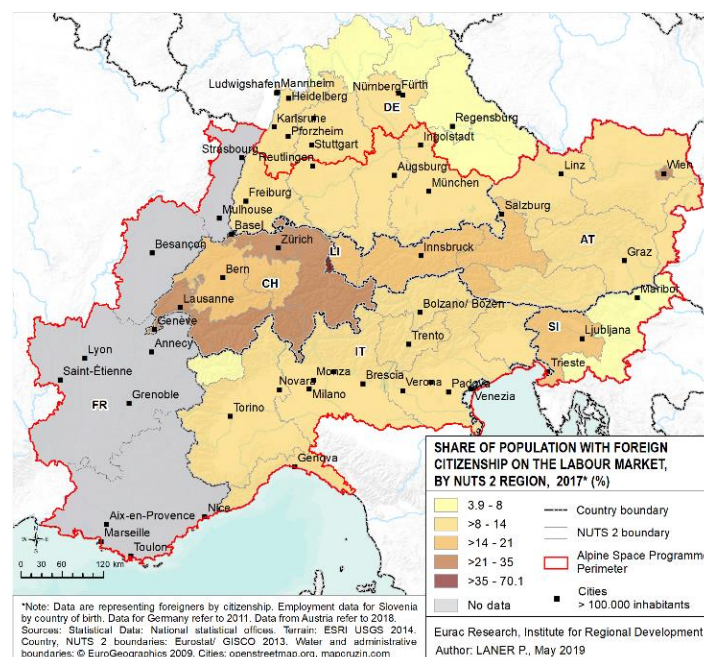
Figure 2 – Évolution naturelle de la population



Source: Eurac Research, Institute for Regional Development, PlurAlps, 2019

Il convient de noter que les nouveaux arrivants, en particulier les migrants étrangers, répondent à la demande de main-d'œuvre locale et soutiennent l'essor de la région (Fig. 3).

Figure 3 – Proportion de ressortissants étrangers parmi la population active



Source: Eurac Research, Institute for Regional Development, PlurAlps, 2019

La région alpine est également très hétérogène du point de vue de ses paysages (à la fois urbains et ruraux) et de la taille de ses municipalités (les aires urbaines côtoient les petits villages). Plusieurs législations, nationales et régionales, coexistent. Ce facteur doit être pris en compte dans le cadre du suivi des recommandations concernant les politiques migratoires.

Qu'est-ce que le pluralisme ?

Le pluralisme est une caractéristique distinctive des États membres de l'Union européenne. Ce terme est utilisé dans l'article 2 du traité sur l'Union européenne de 2010, sans être véritablement défini. Le pluralisme, en tant que concept empirique général, désigne la coexistence, au sein d'une même société, de personnes possédant des origines ethniques, des croyances religieuses et des cultures différentes. D'un point de vue normatif, le concept de diversité, que l'on associe au pluralisme, s'entend de façon positive.

Diana Eck, professeure à Harvard, propose une définition utile du pluralisme qui met en exergue quatre aspects importants¹ :

- Premièrement, le pluralisme n'est pas synonyme de diversité. Il désigne une forme d'implication énergique en faveur de la diversité.
- Deuxièmement, le pluralisme n'est pas simplement une question de tolérance. Il désigne l'effort fourni pour comprendre l'autre malgré les différences.
- Troisièmement, le pluralisme n'est pas synonyme de relativisme. Il désigne la rencontre de plusieurs engagements.
- Quatrièmement, le pluralisme repose sur le dialogue.

Cette définition fait apparaître le pluralisme non comme le résultat statique d'une société idéale, mais plutôt comme un processus actif et continu.

Un pluralisme réussi suppose à la fois des moyens « matériels » et des moyens « logiciels »². Les moyens matériels sont les institutions telles que les organes de

¹ Eck, L. Diana (2006) « What is Pluralism? » Disponible sur <http://pluralism.org/what-is-pluralism/>

² Kymlicka, W (2017) "The Hardware and Software of Pluralism", rapport préparé par le Global Centre for Pluralism. Disponible sur www.pluralism.ca/wp-content/uploads/2017/10/WillKymlicka_HardwareandSoftware_EN.pdf

régulation, les tribunaux, les administrations publiques et les écoles, et les moyens logiciels sont les habitudes ou les représentations culturelles telles que les différentes perceptions de l'identité nationale et les récits historiques.

Ces deux dimensions sont essentielles : favoriser le pluralisme suppose de tisser des liens étroits avec les institutions et la culture.

Le pluralisme, auquel PlurAlps, le projet transnational du programme Espace Alpin d'Interreg, doit son nom, s'est révélé être un concept utile qui parle facilement aux résidents des pays alpins. Ce mot possède une racine commune à toutes les langues de l'espace alpin : on parle de Pluralismus en allemand, de pluralismo en italien et de pluralizem en slovène. PlurAlps promeut une meilleure compréhension du pluralisme dans l'espace alpin et contribue à bâtir une vision positive de la migration en Europe.

Gouvernance : contexte

L'UE et ses États membres

Les articles 79 et 80 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) forment la base juridique permettant à l'UE de définir une politique migratoire commune et de décrire les compétences respectives de l'Union et de ses États membres³. La Suisse n'est pas un État membre de l'UE mais a signé l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), qui fixe le cadre d'une politique migratoire légale pour ce pays.

L'UE est compétente pour définir les conditions de l'immigration régulière permettant aux ressortissants de pays tiers (notamment aux demandeurs d'asile et aux personnes éligibles au regroupement familial) d'entrer dans l'UE et d'y résider légalement. Les États membres conservent le droit de déterminer combien de travailleurs migrants venus de pays tiers ils laissent entrer sur leur territoire ; les États membres peuvent également mettre en place des programmes d'intégration exceptionnels.

³ www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/152/immigration-policy

L'UE est tenue de d'empêcher et de réduire l'immigration irrégulière, en particulier en se dotant d'une politique de retour efficace qui ne porte pas atteinte aux libertés fondamentales.

L'UE peut également encourager et soutenir les mesures prises par ses États membres pour promouvoir l'intégration des ressortissants de pays tiers résidant légalement sur leur territoire ; cependant, la législation de l'UE ne prévoit pas l'harmonisation des différentes législations nationales à cet égard.

La région alpine

Plusieurs institutions contribuent à l'élaboration de politiques transnationales dans la région alpine. Bien qu'aucune de ces institutions ne soit spécifiquement chargée d'élaborer des politiques migratoires, toutes ont reconnu l'importance du sujet.

La SUERA est la stratégie de l'UE pour la région alpine, mise en place au niveau macro-régional. Elle identifie les défis à relever dans les Alpes en matière de démographie : le plus souvent, ceux-ci concernent le vieillissement des populations et les nouveaux modèles migratoires. Cette stratégie préconise une meilleure coopération dans l'ensemble de la région alpine et entend relever ces défis.

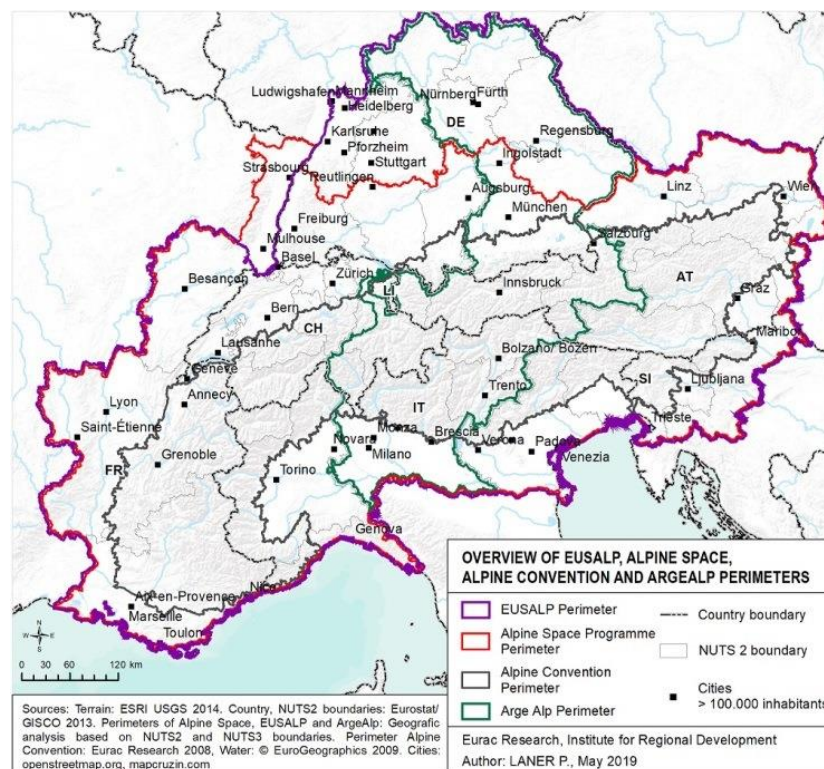
La Convention alpine est un traité international entre l'UE et les pays alpins (l'Autriche, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Liechtenstein, Monaco, la Slovénie et la Suisse) en faveur du développement durable et de la protection de l'espace alpin. Dans son rapport de 2015 sur la situation des Alpes, la Convention a reconnu que la migration était un facteur contribuant dans des proportions importantes au développement de la région, en particulier des territoires sujets à la dépopulation ou au vieillissement de leur population⁴.

⁴ www.alpconv.org/en/publications/alpine/Documents/RSA5en.pdf

Arge Alp est une association réunissant dix territoires alpins parmi lesquels des Länder allemands et autrichiens, des provinces italiennes et des cantons suisses. L'association s'efforce de résoudre des problèmes courants via une coopération transfrontalière. En 2017, elle s'est penchée plus spécifiquement sur le problème de l'intégration dans les Alpes et a décerné le prix Arge Alp à des projets innovants liés à l'intégration.

Interreg Espace Alpin est un programme de coopération transnational européen pour la région alpine. Il fournit un cadre de référence facilitant la coopération entre les principaux acteurs économiques, sociaux et environnementaux des sept pays alpins à plusieurs niveaux institutionnels : université, administration, secteur privé, secteur de l'innovation, élaboration de politiques. À plusieurs reprises, le programme a encouragé en particulier la formulation de propositions concernant les tendances démographiques et les flux migratoires de l'espace alpin.

Figure 4 - Comparaison des périmètres d'action de la SUERA, du programme Espace Alpin, de la Convention alpine et d'Arge Alp



Source: Eurac Research, Institute for Regional Development, PlurAlps, 2019

3. MÉTHODOLOGIE : UN PROCESSUS ASCENDANT ET PARTICIPATIF

Le présent document fournit des recommandations destinées à améliorer les politiques migratoires au niveau transnational. Pour établir ces recommandations, un processus ascendant a été adopté, c'est-à-dire que leur élaboration a bénéficié de la participation de décideurs, de parties prenantes et d'experts exerçant des activités dans la région alpine aux niveaux local, régional, national et transnational. Notons en particulier la contribution apportée par plusieurs laboratoires, actions pilotes, ateliers régionaux et analyses empiriques, chaque fois dans le cadre défini pour le projet PlurAlp. Les pratiques érigées en modèles à la fin de chaque section ont été récompensées par le Prix du pluralisme alpin décerné par PlurAlps.

Les recommandations réunies dans ce document concernent différentes catégories de migrants : les migrants forcés, les migrants économiques (catégorie comprenant les travailleurs saisonniers) et les migrants qui changent de style de vie (migrations d'agrément : néoruraux, remigrants, retraités, etc.).

Table 1 – Catégories de migrants concernées par les recommandations

Migrants forcés	Individus ou groupes sujets à des mouvements migratoires dans lesquels un élément de coercition joue un rôle, en ce compris des menaces pesant sur la vie et les moyens de subsistance, occasionnées tant par la nature que par l'homme (ex. mouvements de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ainsi que de personnes déplacées par des catastrophes naturelles ou environnementales, des désastres chimiques ou nucléaires, la famine ou des projets de développement).*
Migrants économiques	Individus migrant de façon permanente, temporaire ou saisonnière dans le but d'améliorer leurs conditions d'existence matérielles.*
Migrants de retour dans les Alpes	Individus qui retournent vivre dans leur région alpine d'origine, dans le pays de l'espace alpin dont ils sont ressortissants ou à leur résidence habituelle dans les Alpes, le plus souvent après avoir passé une période de temps prolongée autre part.*

Migrants changeant de style de vie (anglais : lifestyle migrants), ou migrants d'agrément	Migrants relativement riches qui se déplacent vers un nouveau lieu, une partie de l'année ou à plein temps, de façon permanente ou temporaire, afin d'y chercher, pour différentes raisons, ce qui peut être défini approximativement comme une certaine qualité de vie** (par exemple, les « nomades numériques », qui vivent et travaillent dans plusieurs endroits, et les migrants retraités).
---	--

Les recommandations politiques rassemblées dans ce document concernent différentes catégories de migrants : migrants forcés, migrants économiques (y compris les travailleurs saisonniers) et migrants changeant de style de vie (par exemple, migrants d'agrément, y compris les néo-ruraux, les re-migrants et les retraités).

* Ces définitions sont tirées ou adaptées du glossaire sur l'asile et les migrations (« Asylum and Migration Glossary 6.0 », 2018) développé par le Réseau Européen des Migrations (REM). La traduction française de certaines de ces définitions est tirée de la version française du « Glossaire 2.0. sur l'asile et les migrations » (consultable [ici](#)), version antérieure de ce glossaire.

** Benson, Michaela and Karen O'Reilly (2009b) "Migration and the Search for a Better Way of Life: A Critical Exploration of Lifestyle Migration" *The Sociological Review*, 57, 4: 621.

4. RECOMMANDATIONS POUR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES

Conception et mise en œuvre de politiques

A. Promotion d'une approche intégrée.

Les politiques d'intégration procèdent souvent d'une logique sectorielle. Généralement, les différents aspects de l'intégration (emploi, éducation, diversité culturelle, logement, etc.) sont gérés par des services et des entités publiques différents adoptant des approches différentes, ce qui conduit souvent à des mises en œuvre moins efficaces, voire contradictoire, de ces politiques.

Solutions à envisager :

Les politiques doivent tendre explicitement vers la cohérence. Plusieurs solutions existent pour les harmoniser : concevoir une approche intégrée qui combinerait différentes politiques d'intégration des migrants (politique du logement, politique de santé, politique de l'emploi, etc.) et définir pour ces politiques une base commune aux différentes institutions et territoires concernés.

Les organes publics et les services s'occupant directement des nouveaux arrivants doivent partager leur expérience et leurs connaissances afin d'améliorer cette approche intégrée. Adopter une approche combinant institutions publiques et privées serait un bon moyen de renforcer la cohérence des politiques. Pour ce faire, on peut envisager de faire appel à un médiateur, ou à un ensemble d'acteurs œuvrant déjà à un niveau local, dont le rôle consisterait à coordonner les entités s'occupant plus spécifiquement des migrations. Quelle que soit la solution retenue, il est crucial que cet élément facilitateur possède une compétence suffisante pour exercer une véritable influence sur les politiques. Chaque approche doit également répondre à de véritables besoins et mettre en relation les organisations de la société civile avec les administrations publiques via des activités locales.

Des formations spécifiques autour des migrations, s'adressant aux législateurs et aux exécutifs de ces politiques, pourraient permettre de mieux harmoniser les mesures prises par les administrations locales.

Enfin, il pourrait être utile de développer des outils de planification tels que ceux conçus dans le cadre du projet PlurAlps. Dans l'ensemble, il est important que la solution choisie s'intègre à la structure et à la culture de l'administration locale.

B. Élaboration de politiques fondées sur la connaissance et tournées vers l'avenir.

Les politiques visant à développer le pluralisme des communautés locales reposent trop souvent sur des suppositions et sur une connaissance partielle à la fois de la réalité actuelle et des scénarios futurs. C'est le cas en particulier dans les petites municipalités alpines, où la collecte de données et d'informations est difficile, et le potentiel d'élaboration faible.

Solutions à envisager :

En plus d'investir dans des travaux de recherche orientés vers les politiques, il est important de comprendre les facteurs et les mécanismes permettant d'expliquer le faible impact des connaissances scientifiques sur les politiques migratoires actuelles. C'est une condition fondamentale pour espérer renforcer le lien entre la recherche et l'élaboration de politiques.

Une formation spécifique au pluralisme s'adressant aux décideurs, co-développée de manière transnationale, pourrait être bénéfique. Chaque équipe administrative locale s'occupant des migrants doit comprendre des spécialistes du pluralisme afin que les politiques bénéficient en permanence de connaissances empiriques. Des perspectives plus larges doivent être envisagées après collecte et discussion d'informations et de données sur les changements sociaux, économiques et démographiques (vieillesse des sociétés, diversité grandissante...) concernant l'ensemble de l'espace alpin. Par conséquent, il pourrait être utile de mettre en place des bases de données ouvertes qui rassembleraient différents jeux de données appartenant aux administrations publiques, aux organismes d'aide sociale, aux universités et centres de recherche, aux organisations patronales, aux syndicats, etc. et qui seraient coordonnées par une instance publique. La collecte de données doit être permanente et ne doit pas avoir lieu à la demande ou pour un projet spécifique. Les données doivent permettre facilement des comparaisons entre les différents pays

de l'espace alpin. On peut envisager la création d'indicateurs d'intégration communs pour faciliter l'utilisabilité et la comparabilité de ces données.

Pour élaborer des politiques fondées sur des données empiriques, on peut également envisager un processus de prise de décisions plus inclusif mobilisant à la fois des experts, des travailleurs sociaux, des législateurs, des organisations de la société civile et les populations locales, qui auraient pour tâche de réfléchir aux scénarios futurs, d'identifier les défis actuels et à venir, et d'élaborer des solutions. Les lieux utilisés pour la concertation pourraient être formels ou informels. Dans une perspective plus générale, si différentes personnes et différentes organisations s'impliquent, elles seront amenées non seulement à contribuer davantage à la conception des politiques mais aussi à soutenir davantage leur mise en œuvre. Il est important de prendre conscience que les migrants ne constituent pas un groupe homogène et qu'ils ne se distinguent pas seulement par leurs origines : leur niveau d'éducation, leurs compétences linguistiques, leurs projets professionnels, leurs projets en matière de migration, etc. eux aussi sont différents. En impliquant des individus appartenant à différents sous-groupes, on peut recueillir des connaissances précises utiles à l'élaboration des politiques.

C. Rendre les opportunités de financement plus accessibles aux petites communautés et organisations.

En général, les financements sont attribués en fonction de la capacité d'un acteur local à rédiger des demandes de financement et à gérer les projets financés plutôt qu'en fonction des besoins. Bien souvent, les petites municipalités et les petites organisations de la société civile de l'espace alpin n'ont pas connaissance des opportunités de financement disponibles qui pourraient les aider à gérer l'intégration des migrants. Lorsqu'elles effectuent une demande de financement, il n'est pas rare qu'elles rencontrent des difficultés pour soumettre des propositions de projets à cause du poids des démarches administratives. En conséquence, elles ne sont pas en mesure de forger des partenariats solides.

Solutions à envisager :

Il est possible de développer une approche ascendante destinée à faire connaître à l'UE et aux responsables des programmes de financement nationaux les besoins des communautés alpines locales en matière d'intégration. De plus, il faut accroître la capacité des petites organisations locales (y compris les organisations de migrants) à postuler à des financements liés aux migrations. En conséquence, il est important de mobiliser les petites communautés et de solliciter leurs idées en matière de pluralisme et d'intégration. La mise en place d'« antennes » dans les territoires ruraux et montagneux aiderait à « attraper au vol » les idées émergentes concernant les besoins locaux, à encourager leur concrétisation et à mettre en relation les petites municipalités et organisations avec des institutions de plus haut niveau qui pourraient jouer le rôle de coordinatrices de projets.

Il est également possible d'améliorer l'accès aux ressources en développant des systèmes de coopération efficaces destinés à résoudre les problèmes migratoires ; au lieu de bâtir des structures et de développer des savoir-faire pour gérer les migrations au sein de chaque petite communauté, on gagnerait à ce que des responsables coopèrent avec les structures de soutien et les centres de compétences existants. De même, il faut reconnaître l'importance des niveaux institutionnels compris entre les municipalités et les régions et, plus généralement, des organisations de second niveau dépendant d'entités publiques et privées, et leur donner plus de pouvoir afin de rendre leur personnel plus compétitif face aux opportunités de financement. L'échange de savoir-faire et d'informations entre régions pourrait profiter à la coopération transnationale.

Il devrait être possible de rendre les financements plus accessibles aux petites communautés en simplifiant les procédures administratives et en mettant en valeur l'expérience plutôt que la capacité à accomplir des formalités. Pour accroître plus facilement leur compétitivité, on pourrait leur fournir une assistance technique au moment de postuler.

D. Soutenir et développer les bonnes pratiques source d'inspiration.

D'après la Commission européenne, les bonnes pratiques en matière d'intégration sont les « stratégies, démarches et/ou activités qui, suite à des recherches et évaluations, se sont avérées efficaces, efficientes, durables et/ou transférables et qui débouchent le plus souvent sur le résultat escompté ». En tirant des enseignements des bonnes pratiques, on peut favoriser le pluralisme, aborder les questions migratoires plus efficacement et économiser des ressources en ne cherchant pas à réinventer la roue. Cependant, répliquer les bonnes pratiques constitue souvent une gageure car chaque pratique est ancrée dans un contexte spécifique.

Solutions à envisager :

Les bonnes pratiques en matière de pluralisme peuvent donner des idées et devenir des solutions systématiques. Au moment de conférer à une bonne pratique un statut plus élevé et de la rendre transférable, il convient de prêter attention à la fois à son contenu et à son processus. L'estimation à long terme de sa fonctionnalité doit prévaloir sur l'évaluation à court terme de son attrait. La première étape consiste à rechercher et à évaluer les bonnes pratiques adoptées dans la région alpine et à en tirer des éléments innovants et performants susceptibles d'être répliqués dans d'autres réalités locales. Plutôt que de transposer une bonne pratique dans son intégralité, le transfert peut être limité à certaines actions spécifiques menées dans le cadre de projets, à certaines idées ou méthodes et à certains outils appliqués à différentes idées (par exemple, apprentissage par les pairs et groupes de concertation). Il peut être nécessaire d'adapter ces éléments à la région où ils sont transposés. On facilite le transfert en améliorant la communication autour des pratiques et en empêchant la concurrence entre réalités locales.

Les plateformes en ligne disponibles permettant d'effectuer une recherche thématique rapide peuvent constituer une base solide pour le partage de bonnes pratiques ; cependant, elles ne suffisent pas à elles seules et doivent être complétées par un partage d'expériences en face-à-face. Pour autant, il ne suffit pas de mettre en commun des connaissances. Pour bien transposer les bonnes pratiques, il est nécessaire d'identifier les parties prenantes locales qui les soutiennent et de

développer la capacité des législateurs comme de la société civile à les mettre en œuvre. Vu les changements existant d'une localité à l'autre affectant les configurations spécifiques des organisations et des parties prenantes locales impliquées dans l'intégration des migrants, il pourrait être utile de cartographier ces sujets dans les territoires où les pratiques doivent être transposées.

E. Favoriser les initiatives émanant de la société civile, indispensables aux interventions locales.

Les initiatives procédant d'une démarche ascendante ont pris de l'ampleur dans la région alpine, en particulier au niveau local.

Solutions à envisager :

Les initiatives innovantes en faveur de l'intégration impulsées par la société civile qui contribuent aux politiques locales doivent être davantage reconnues. D'une façon générale, il serait bon d'accorder plus d'importance aux communautés alpines locales investies activement dans la défense du pluralisme et dans l'évolution constante des sociétés. Pour ce faire, on gagnerait à utiliser les protocoles d'accord signés entre les autorités publiques et les centres locaux soutenant les organisations de la société civile. Dans ce cadre, des activités bénévoles doivent exister en complément des services professionnels et non les remplacer.

F. Repérer les zones grises.

Les politiques, programmes et projets d'intégration classent généralement les migrants dans la catégorie « autres ». D'un côté, ce processus de généralisation et d'homogénéisation, qui consiste à fusionner plusieurs catégories, est un facteur d'exclusion sociale et dépolitise le statut social du migrant. D'un autre côté, cette catégorisation peut permettre aux migrants de se faire entendre dans la mesure où elle les intègre à un cadre de référence et leur offre une meilleure visibilité publique. Il n'en reste pas moins que les décideurs ont tendance à créer des zones grises lorsqu'ils mettent en œuvre des politiques, des programmes et des projets.

Solutions à envisager :

On aurait intérêt à instaurer un mécanisme de contrôle et une réflexion personnelle critique pour chaque projet afin de déceler les zones grises qui risquent de contribuer à installer des relations de pouvoir et à reproduire une altérité au lieu de permettre aux gens de faire entendre leur voix dans le cadre des processus d'intégration. Avant chaque nouvelle étape de la concrétisation d'un projet, il convient de poser certaines questions : les politiques en vigueur s'intéressent-elles aux groupes cibles ? Si oui, ces groupes sont-ils perçus comme homogènes ou hétérogènes ? Les réponses politiques actuelles stigmatisent-elles les groupes cibles ? Comment les politiques existantes traitent-elles les inégalités, ou en quoi perpétuent-elles les inégalités, ou encore en quoi créent-elles des inégalités entre les différents groupes ? Le groupe cible est-il considéré comme détenteur d'une expertise s'agissant des questions touchant à sa propre vie, et les experts professionnels entendent-ils volontiers son point de vue ?

Inclure les nouveaux arrivants dans les processus décisionnels, en leur permettant d'exprimer leurs besoins, de proposer des initiatives et de participer à la formulation des politiques ainsi qu'aux processus de développement local et régional, constituerait un premier pas.

Tableau des bonnes pratiques

Alpine Pluralism Award (Prix du pluralisme alpin) <i>Niveau : espace alpin</i> <i>Lieu: en ligne</i>	<p>Dans le cadre du projet PlurAlps, un appel a été lancé en septembre 2017 à l'occasion de la première édition du Prix du pluralisme alpin. Les partenaires du projet ont recueilli 41 mesures issues de l'ensemble des pays alpins ayant entrepris des initiatives en faveur de l'intégration au niveau local. Ces mesures ont été classées en quatre catégories : intégration sociale, intégration au sein du marché du travail, occupation du territoire et environnement, et formation par alternance. Toutes les mesures ont été publiées sur le site internet de PlurAlps et ont joui d'une grande visibilité. Les projets s'étant vu décerner le prix ont été invités à la conférence PlurAlps de mi-trimestre ainsi qu'au Forum de la SUERA 2018.</p> <p>Pour en savoir plus, visiter : www.alpine-space.eu/projects/pluralalps/en/pluralism-award (en anglais)</p>
---	---

Social Planning Instrument (Outil de planification sociale) <i>Niveau : au niveau municipal</i> <i>Lieu : dans différentes municipalités alpines</i>	<p>L'outil de planification sociale (SPI : Social Planning Instrument) a été développé au sein du projet PlurAlps. Il promeut la planification sociale à moyen et long termes dans l'intérêt à la fois des résidents de longue date et des nouveaux résidents. Le SPI repose sur des échanges réguliers avec la municipalité, sur un questionnaire en ligne facile à remplir et sur un manuel. Il tente de fournir des réponses aux questions suivantes : Quelle qualité de vie pour les nouveaux arrivants et les résidents locaux ? Comment améliorer leur qualité de vie ? Quels services et quelles offres la municipalité propose-t-elle pour favoriser l'intégration rapide de toutes les catégories de migrants ?</p> <p>Pour en savoir plus, visiter : www.alpine-space.eu/projects/pluralps/en/project-results/social-planning-instrument (en anglais)</p>
---	---

Une meilleure communication pour un pluralisme utile

G. Créer des espaces et des opportunités de discussion et de négociation

Les conflits entre nouveaux arrivants et résidents de longue durée ainsi que la résurgence de la xénophobie sont souvent dus à une désinformation autour des processus migratoires et à un manque d'occasions d'exprimer leurs préoccupations liées aux évolutions sociales en cours et d'échanger leurs points de vue sur ces évolutions.

Solutions à envisager :

Le principal objectif doit être de créer du lien entre les personnes, d'identifier les principaux défis et de les relever à plusieurs. C'est pourquoi il est important de permettre aux résidents de longue durée comme aux nouveaux arrivants, quelles que soient leurs origines, de discuter de leurs préoccupations liées aux évolutions sociales en cours et aux défis actuels, d'arbitrer les conflits et de promouvoir une vision commune du développement local. Le dialogue entre les nouveaux arrivants, les législateurs et les exécutifs des politiques est tout aussi crucial, car les politiques, même lorsqu'elles visent à améliorer la situation des migrants et à favoriser le pluralisme local, peuvent être imprégnées de préjugés. Il est important de faciliter ces discussions pour éviter les discours haineux et les désaccords, qui peuvent dégénérer

en conflits. Pour permettre ce genre d'activité, il convient de recourir à des formes de dissémination de l'information et de discussion adéquates.

La création d'espaces publics à cet effet peut faciliter les échanges et le dialogue. Il est possible d'impliquer davantage les communautés locales en utilisant des lieux de réunion où les gens ont l'habitude de se retrouver. On gagnera à sélectionner des lieux de discussion variés afin d'attirer plusieurs couches de la population. Il convient de s'intéresser tout particulièrement aux groupes qui sont peu sensibles au pluralisme et aux questions migratoires ou qui prennent rarement part aux événements publics. L'organisation d'activités communes autour d'objectifs communs peut également inciter au dialogue.

Il peut être utile de mobiliser les communautés de migrants installées depuis longtemps pour faciliter le dialogue entre nouveaux arrivants et résidents de longue date, mais il faut s'attendre à d'éventuelles tensions entre les nouveaux arrivants et les migrants déjà installés qui ont connu le conflit dans leur pays d'origine.

H. S'appuyer sur la multiplicité des souvenirs et des identités pour sensibiliser.

Les nouveaux arrivants sont parfois perçus comme représentant une menace pour l'identité locale. Cependant, les identités locales ne sont pas monolithiques et immuables mais elles sont façonnées au quotidien par une communauté toute entière. Le clivage générationnel entre nouveaux arrivants et résidents de longue date peut lui aussi s'avérer source de tension. Si la population de l'espace alpin est vieillissante, les nouveaux arrivants, eux, sont jeunes, pour la plupart : d'après les Statistiques sur la migration et la population migrante publiées en 2018 par Eurostat, la moitié des migrants présents dans l'UE en 2016 avaient moins de 28 ans. Par conséquent, si le fossé entre générations se confond avec le fossé culturel/ethnique, une réaction de rejet et des tensions sociales peuvent naître.

Solutions à envisager :

Il est nécessaire de lutter contre les stéréotypes liés à l'identité alpine. Il faut reconnaître et apprécier la diversité de la région alpine et les migrations qu'elle connaît

depuis de très nombreuses années, en encourageant les gens à prendre conscience des identités multiples qui coexistent déjà sur le territoire.

On pourrait par ailleurs tirer un meilleur parti de la richesse culturelle et linguistique que les nouveaux arrivants apportent avec eux. En les incitant à confronter leurs expériences à celles des résidents de longue date, on pourrait parvenir à refaçonner les identités locales (par exemple, les résidents de longue date peuvent évoquer leurs souvenirs de la communauté alpine et les nouveaux arrivants leurs souvenirs de migration). La mise en place de projets et de plateformes de discussion permettant de sensibiliser à la façon dont se sont construites les identités au fil des ans et à la représentation de mondes pluriels, locaux et vivants pourrait être bénéfique.

On peut envisager des initiatives auxquelles les migrants et les résidents de longue date prendraient part ensemble. Par exemple, des expositions ayant pour thème l'émigration et l'immigration vers et depuis la région alpine permettraient de mettre en évidence des expériences de migration communes aux deux groupes. Autre idée pour sensibiliser : des projets de coopération et de développement communs à des communautés de différents pays.

On gagnerait à développer des centres et des programmes favorisant la coopération intergénérationnelle, tels que ceux axés sur le savoir intergénérationnel et l'échange de compétences. On peut aussi envisager d'organiser des activités visant à promouvoir un style de vie où différentes générations coexistent, s'échangent des services et s'entraident (par exemple, les jeunes prêtent assistance aux citoyens du troisième âge qui, à leur tour, leur font profiter de leur expérience).

1. Exploiter le potentiel des médias.

Les statistiques de l'Eurobaromètre montrent que les migrations sont, aujourd'hui bien plus qu'hier, une source de peur et d'inquiétude pour la population. Les gens perçoivent les migrations et la diversité culturelle par le prisme des médias bien plus que par celui de leur expérience personnelle. La communication semble de plus en plus difficile à gérer dans une société où les réseaux sociaux et la propagation des fausses nouvelles prennent de plus en plus d'importance. En conséquence, ces

inquiétudes diffuses risquent d'entraver l'adoption de solutions migratoires ou en faveur de la diversité qui soient exclusivement rationnelles et fondées sur des données empiriques.

Solutions à envisager :

La solution qui consisterait à contrôler les contenus médiatiques n'est ni réalisable ni souhaitable. Pour autant, il est important de s'armer d'un esprit critique face aux récits négatifs et aux fausses nouvelles. Pour ce faire, on peut commencer par observer de près les réseaux sociaux et les médias traditionnels. Ensuite, plusieurs actions proactives peuvent être menées, y compris dans une optique de coopération transnationale : sensibiliser aux réseaux sociaux et responsabiliser, former au décryptage médiatique pour apprendre aux gens à reconnaître et à signaler les fausses nouvelles, développer des plateformes transparentes et faciles à utiliser avec des données factuelles et des preuves empiriques en accès libre, fournir aux médias locaux des informations exactes sur les phénomènes migratoires et sur les événements liés aux migrations.

Il est essentiel de participer au débat médiatique. Les institutions locales doivent coopérer avec les médias. Les journaux municipaux et les stations de radio locales pourraient consacrer certaines de leurs pages ou émissions au « fact-checking », c'est-à-dire à la vérification des informations liées aux migrations. La présence durable dans les médias de leaders d'opinion informés et objectifs permettrait d'éviter les fausses nouvelles.

Rapporter l'histoire personnelle de tel ou telle migrant/e permettrait de contrebalancer les récits négatifs véhiculés par les médias et de prouver que les généralisations sur les nouveaux arrivants sont infondées. On peut tirer parti des petites municipalités où les rencontres en face-à-face et les relations personnelles sont privilégiées. Les rassemblements et événements publics permettent de construire une identité communautaire locale dont le pluralisme est la pierre angulaire.

Tableau des bonnes pratiques

Toolbox Freiamt <i>Niveau: régional</i> <i>Lieu : Wohlen/CH</i>	<p>Toolbox Freiamt offre la possibilité aux migrants, aux autres catégories de résidents nouvellement installés, aux habitants de longue date, aux bénévoles, aux institutions et aux pouvoirs publics d'interagir afin de mieux accepter les évolutions sociétales. Plusieurs outils permettent aux migrants et aux autres résidents nouvellement installés d'entrer en contact avec des résidents de longue date, de glaner des informations utiles pour leur vie quotidienne dans la région et de se familiariser notamment avec le système de santé, le système scolaire et le système d'assurance suisses. Des bénévoles locaux sont encouragés à initier des projets privés qui améliorent les liens sociaux entre habitants issus de milieux différents.</p> <p>Pour en savoir plus, visiter : www.toolbox-freiamt.ch (en allemand et en anglais)</p>
The Sixth Continent <i>Niveau : régional</i> <i>Lieu : Bressanone/Brixen/IT</i>	<p>Les services sociaux de la Maison des solidarités proposent aux migrants, aux réfugiés et à la population locale en difficulté une « passerelle » qui les aide à vivre une vie plus stable. Avec le concours de partenaires internes et externes, trois employés et 15 volontaires facilitent l'intégration des nouveaux arrivants dans leur nouveau lieu de vie en organisant des cours de langue en tandem ou en les incitant à prendre des cours de langue proposés par des tiers, en leur faisant passer des bilans de compétences, en les aidant à intégrer des écoles, des formations et des projets professionnels, en soutenant la création de start-ups, en les mettant en contact avec le réseau local, en leur apportant une aide fiscale, psychologique et psychiatrique, et en favorisant leur intégration dans les organisations de la société civile. La Maison travaille indépendamment sans bénéficier directement de financements publics, et élabore des modèles pour faire face aux grands défis de notre époque.</p> <p>Pour en savoir plus, visiter : www.hds.bz.it</p>

Intégration et prospérité socio-économiques

J. Supprimer les obstacles pour les nouveaux arrivants et permettre l'intégration sociale.

Plusieurs obstacles barrent souvent l'accès des nouveaux arrivants aux opportunités locales (marché du travail, marché du logement, services) : un manque d'informations, un niveau trop faible dans la langue du pays d'accueil, des différences culturelles, de

longues heures de travail. La population locale peut avoir du mal à percevoir ces obstacles. En conséquence, l'intégration des nouveaux arrivants et leur accès aux marchés et services locaux peuvent poser problème.

Solutions à envisager :

Les obstacles qui empêchent l'accès des nouveaux arrivants aux opportunités locales doivent être identifiés et analysés, après quoi il est important d'y sensibiliser le grand public afin que les actions visant à supprimer ces obstacles puissent être publiquement soutenues. Les migrants doivent ensuite être accompagnés activement pour apprendre à déjouer les embûches et accéder aux opportunités locales. Les mesures suivantes peuvent être envisagées : faire traduire les informations et les formulaires dans la langue principale des principaux groupes de migrants, produire des guides ou des manuels pour faciliter l'accueil des nouveaux arrivants, réfléchir à des moyens novateurs de fournir des informations et à de nouveaux endroits où les nouveaux arrivants puissent venir chercher des informations, trouver des parrains ou des ambassadeurs qui puissent aider les nouveaux arrivants à s'intégrer dans la communauté locale, fournir des services de gouvernance en ligne et assurer la transition numérique des services, rendre plus flexibles les heures d'ouverture des services, engager des médiateurs interculturels, des traducteurs et des interprètes. Le rôle de médiateur interculturel en particulier doit être clairement décrit et codifié lorsqu'il n'est pas bien compris. De plus, les médiateurs interculturels doivent faire partie intégrante des équipes fournissant les services locaux, et les travailleurs sociaux doivent être formés à faire appel aux services de médiateurs interculturels dans leur travail quotidien.

La suppression des obstacles freinant l'intégration des nouveaux arrivants peut avoir lieu dans le cadre d'une ouverture globale des services aux nouveaux utilisateurs en général (résidents de longue date compris) et, en même temps, peut favoriser cette ouverture. Les conditions précises de l'intégration des migrants aux territoires ruraux et montagneux doivent figurer au programme de formation des médiateurs interculturels et des travailleurs sociaux dans la région alpine.

K. Promouvoir une éducation et une formation pluralistes.

L'école est une société miniature, et la première dans laquelle un individu évolue. En conséquence, les écoles sont des lieux particulièrement importants pour le développement de communautés pluralistes.

Solutions à envisager :

Il faut investir dans une éducation pluraliste dès le plus jeune âge. Cette éducation doit inclure les crèches et garderies. Il peut être utile de prévoir des formations fondées sur l'empathie (encourager les enfants à se mettre à la place d'autrui). Les élèves issus de familles immigrées peuvent jouer un rôle clé dans le développement d'une école pluraliste. Pour que les élèves (et les anciens élèves) issus de l'immigration puissent contribuer activement à l'instauration d'une éducation pluraliste, on peut envisager un apprentissage par les pairs et une approche favorisant le recours à des modèles à qui les élèves peuvent facilement s'identifier. Il peut également être bon de jumeler les écoles locales avec des écoles situées dans les pays d'origine des enfants immigrés.

On gagnera par ailleurs à prendre en compte les activités périscolaires, qui peuvent influencer la réussite éducative. D'une manière générale, créer des synergies entre écoles et activités extra-scolaires (concerts, expositions artistiques, événements sportifs...) est un bon moyen de relever le défi du pluralisme. On peut faire appel aux nouveaux arrivants adultes, qui peuvent devenir des experts du pluralisme, une fois qu'ils ont été formés convenablement à travailler avec des enfants. Les parents et les familles en général doivent être considérées comme des facteurs essentiels à la promotion d'une éducation pluraliste.

L. Combattre la ségrégation et l'isolation dans les territoires isolés.

L'éloignement géographique de services indispensables, tels que les agences pour l'emploi, les formations professionnelles et les services d'informations, peut conduire à la ségrégation et à l'isolation. Les territoires ruraux et montagneux sont concernés par ces problèmes. Les femmes migrantes courent un risque d'isolement plus élevé, en particulier les femmes au foyer.

Solutions à envisager :

Des transports publics plus performants et plus abordables dans les territoires isolés de la région alpine profiteraient aux résidents de longue durée comme aux nouveaux arrivants. Des expérimentations regroupant transports publics et privés (bus publics, minibus de clubs sportifs et voitures particulières) permettraient de mieux desservir les territoires isolés. Les antennes de sécurité sociale et les centres locaux d'assistance publique peuvent limiter cet isolement.

La mise en place de services à la personne (distribution de médicaments par exemple), la promotion de services d'accueil et d'intégration destinés aux territoires ruraux ainsi que la gouvernance en ligne et le passage au numérique des services publics sont autant de moyens efficaces de faire un pas vers les gens résidant dans des territoires isolés. Pour tempérer leur isolement, on peut aussi les encourager à prendre part à la vie publique et associative locale.

Il faut également aborder la question de la corrélation entre travail et logement si l'on veut éviter les discriminations à l'encontre des travailleurs migrants, qui les obligent parfois à vivre dans des immeubles isolés et insalubres. Plus globalement, les mesures prises en faveur des logements sociaux permettent aux administrations locales d'avoir un plus grand impact sur les choix résidentiels des nouveaux arrivants.

M. Évaluer et révéler les compétences des nouveaux arrivants.

Les nouveaux arrivants profitent aux économies alpines locales quand la population locale ne suffit pas à répondre à la demande de main-d'œuvre. Les erreurs de recrutement constituent un véritable gâchis de capital humain et entravent le développement local. Il arrive que les entreprises privées rencontrent elles-mêmes des difficultés pour évaluer les compétences des migrants.

Solutions à envisager :

Il serait utile de mettre en place une série d'outils connectés et accessibles permettant d'évaluer et de révéler les compétences des nouveaux arrivants (y compris celles des demandeurs d'asile et des réfugiés) pour veiller à leur ouvrir l'accès, dès leur arrivée, au marché du travail local et pour faire coïncider au mieux les besoins locaux en main-

d'œuvre avec les compétences des nouveaux arrivants. Les procédures publiques d'évaluation des compétences s'avèrent parfois inadaptées aux profils des migrants, qui ont connu un parcours de formation et une expérience professionnelle différents, reposant sur d'autres normes. Il serait peut-être plus efficace de privilégier d'autres méthodes d'évaluation des compétences, plus souples, telles que les périodes d'essai. L'évaluation des compétences doit être liée à la formation, car les compétences acquises dans le pays d'origine des migrants ne sont pas forcément immédiatement transférables aux marchés du travail européen. Pour une intégration plus rapide des migrants au marché du travail, on a tout intérêt à identifier les lacunes en matière de compétences et à trouver des solutions de formation flexibles. La formation professionnelle doit répondre aux besoins économiques locaux. La pratique doit prévaloir sur la théorie : les migrants, en particulier ceux originaires d'un autre continent que l'Europe, peuvent avoir des difficultés à suivre des cours théoriques, soit parce qu'ils ne possèdent pas les compétences en langue nécessaires, soit parce qu'ils comprennent mal comment fonctionnent certains secteurs économiques. Les visites en entreprise pourraient faire partie intégrante des formations, d'autant qu'elles permettent aux migrants d'acquérir des connaissances empiriques sur les processus de production, lesquels peuvent être différents de ceux de leur pays d'origine.

L'implication des organisations patronales peut permettre de s'assurer que les initiatives répondent aux véritables besoins des employeurs. Toutefois, la nécessité de recourir à une main-d'œuvre non qualifiée et faiblement rémunérée, dans les secteurs touristique et agricole par exemple, risque d'émousser l'intérêt des employeurs à identifier et à développer les compétences des nouveaux arrivants. Enfin, il convient de prêter une attention toute particulière aux femmes migrantes, qui sont plus facilement sous-employées et socialement isolées parce qu'on a tendance à les confiner aux secteurs du travail domestique, du soin et des services à la personne.

N. Attirer les professionnels vers les territoires montagneux.

Il se peut que les professionnels (les médecins et les ingénieurs, par exemple) soient peu attirés par les régions montagneuses des Alpes car ils cherchent généralement à travailler dans des zones (péri-) urbaines offrant davantage d'opportunités de travail

en équipe et un meilleur accès aux services tout en restant proches des montagnes. L'absence de professionnels dans certains territoires alpins s'explique également par un départ massif des jeunes, dont certains sont hautement qualifiés. Si l'on souhaitait inverser ce processus, il faudrait encourager cette population à retourner dans ces territoires. De plus, grâce à leur expérience de la migration, les jeunes deviendraient alors de précieux modèles d'ouverture sociale, ce qui permettrait de sensibiliser l'ensemble de la population.

Solutions à envisager :

Une fois les besoins des professionnels et de leur famille évalués, il convient de les analyser pour adapter les moyens. Il peut être utile de développer les services d'accueil et d'intégration dans les territoires montagneux ou ruraux, surtout si c'est en coopération avec de grandes entreprises et des agences locales. On peut également tirer parti de services en ligne permettant de faire coïncider l'offre et la demande de main-d'œuvre dans les régions montagneuses. Parallèlement, le bouche-à-oreille se révèle un mécanisme précieux au sein des communautés professionnelles. Plus généralement, il est essentiel d'impliquer les organisations patronales dans toute initiative visant à attirer des professionnels. De plus, en s'efforçant de tisser et de conserver des liens avec ceux qui ont quitté la région pour des raisons familiales, professionnelles ou pour les besoins d'une formation, comme le font déjà certaines régions alpines, on peut arriver à développer un réseau professionnel. Trouver des solutions abordables pour le logement pourrait contribuer à attirer aussi bien les professionnels que les re-migrants, en particulier dans les territoires touristiques où la vie est chère. Passer des accords avec des entreprises privées permettrait soit de développer le travail à distance, soit de promouvoir les mutations. L'existence de « clubs d'émigrés » pourrait renforcer le sentiment d'appartenance communautaire.

O. Exploiter le potentiel de l'agriculture de montagne et de l'entretien paysager.

Plusieurs territoires alpins connaissent une forte dépopulation agricole et une augmentation conséquente du nombre de terres incultes, avec une perte de la biodiversité et un impact négatif sur le paysage local. Des travaux de redéveloppement paysager et environnemental pourraient faire renaître certains villages à l'abandon.

Solutions à envisager :

Travailler dans l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et l'aménagement paysager constitue une première étape pour les nouveaux arrivants. Ainsi, ils ont accès à leur société d'accueil et au marché du travail local. Les nouveaux arrivants peuvent éviter ou tout au moins limiter la déprise agricole en reprenant les exploitations des agriculteurs récemment retraités ou acquérir des fermes abandonnées auprès de propriétaires publiques/privés. Cependant, on aurait tort d'ignorer les risques potentiels liés notamment à la monoculture ou à la surexploitation des terres.

Les personnes nouvellement installées dans les territoires ruraux des Alpes sont souvent rompues aux techniques et aux pratiques agricoles. Ainsi, l'expertise du nouvel arrivant dépasse parfois celle du résident de longue date, et l'image du nouvel arrivant peut s'en trouver améliorée. Les approches mettant en valeur les techniques et pratiques acquises par les migrants dans leur pays d'origine peuvent servir à les placer sur un pied d'égalité avec les résidents de longue date et à impulser des innovations économiques au plan local. Les paysages et l'environnement alpins sont préservés grâce à ces actions. En conséquence, la population de longue date a tendance à mieux accepter les nouveaux arrivants car elle cesse de voir uniquement des travailleurs migrants et constate également le fruit de leur travail.

Tableau des bonnes pratiques

Talents for Austria	En raison de son vieillissement démographique et de la tendance de sa population à poursuivre des études supérieures, l'Autriche doit actuellement faire face à une pénurie d'apprentis et de travailleurs qualifiés qui ne fera qu'augmenter dans les années à venir. Parallèlement, les flux migratoires mondiaux supposent de nouveaux modèles migratoires en faveur de la cohésion sociale et de la diversité culturelle. Près de 95 000 réfugiés sont entrés sur le territoire autrichien en 2015, et 14 000 d'entre eux se sont installés en Styrie. Parmi eux se trouvaient de nombreux mineurs non accompagnés. Ils se sont heurtés à une pénurie de logements et n'ont trouvé aucune réponse à leurs questions concernant leur intégration linguistique, culturelle et professionnelle. Dans une perspective gagnant-gagnant, Talents for Austria a été créé : un internat proposant des formations professionnalisantes et des stages aux mineurs demandeurs d'asile non accompagnés. Pris en charge pendant 24 heures dans le cadre de ce projet, ils se voient inculquer les fondamentaux, apprennent l'allemand, les valeurs de l'Autriche, suivent une formation professionnalisante spécialisée et intègrent le marché du travail. Au bout d'un an, ils peuvent travailler comme apprentis et ainsi contribuer au système social autrichien.
<i>Niveau : régional</i>	
<i>Lieu : Styrie/AT</i>	

Pour en savoir plus, visiter : <https://talente-entwicklung.com/schule/schule/>

Revealed Hands

Niveau : régional

Lieu : Jesenice/SI

Le projet Revealed Hands apporte une aide à des groupes de femmes vulnérables résidant à Jesenice ainsi qu'aux femmes réfugiées résidant dans un asile de Ljubljana (Slovénie). Il vise à armer ces femmes au plan psychosocial en les formant au design textile, à la création vidéo, au marketing numérique, à la vente et au travail humanitaire, ainsi qu'à leur transmettre des compétences sociales. Le projet s'appuie sur l'expérience acquise grâce à des projets antérieurs du même nom initié en 2012. Les anciens projets et le projet actuel sont étroitement liés et leur continuité rend d'autant plus efficace la coopération avec ces femmes vulnérables. Outre la formation au design textile, le nouveau projet leur permet de découvrir de nouvelles approches de l'espace ainsi que des approches artistiques : mouvement du corps, théâtre et improvisation théâtrale, photographie, vidéo et poésie. Toutes ont pour but d'instaurer pendant les réunions un climat détendu propice à la création.

Pour en savoir plus, visiter : www.razkriteroke.si

5. INCITATION À L'ACTION

Le contexte dans lequel s'inscrit l'intégration des migrants en Europe s'est complexifié depuis 2015 et présente de nouveaux défis en raison de l'augmentation du nombre de prétendus flux mixtes. La fragmentation des partis et des opinions politiques au sein du Parlement européen et des parlements nationaux rend la coordination des politiques migratoires de l'UE encore plus délicate. Néanmoins, des signes positifs encourageants apparaissent, surtout au niveau municipal. Aux quatre coins des Alpes, plusieurs municipalités et acteurs locaux ont montré qu'ils possédaient un grand potentiel leur permettant d'innover sur le plan social et de trouver des solutions. Fait intéressant, c'est justement au niveau des villes, qui portent le plus lourd fardeau en matière d'intégration, que l'on trouve les réussites les plus remarquables et les récits d'intégration les plus convaincants.

Il est possible d'éviter que les migrations soient source de peurs et de conflits. Les problèmes liés à l'intégration doivent être gérés au niveau exécutif le plus bas car les différents acteurs se font plus facilement confiance. Le projet PlurAlps a démontré que les processus favorisant l'intégration ne sont pas automatiques et doivent être élaborés dans l'intention de rassembler les acteurs locaux. Les projets financés par l'UE peuvent jouer un rôle clé lorsqu'il s'agit d'aider les municipalités et les acteurs locaux à intégrer les migrants dans la société en motivant les citoyens et les migrants eux-mêmes à concevoir ensemble ces processus. Les interactions entre migrants et résidents de longue date instaurent une confiance mutuelle et permettent aux migrants de se sentir accueillis et acceptés. Les initiatives bien conçues visant à rapprocher les résidents de longue date des migrants peuvent servir à dissiper les peurs des uns et des autres.

Les sociétés pluralistes requièrent un travail et un investissement de tous les instants de la part des citoyens, des sociétés civiles, des entreprises et des pouvoirs publics. Les acteurs du développement municipal et régional de l'espace alpin ont tout intérêt à y voir une occasion de concevoir et de mettre en place des projets qui façonnent activement le processus d'intégration, faisant du pluralisme une réalité et plus

seulement un concept. Collectivement, nous pouvons perpétuer les migrations et la diversité culturelle, deux traditions séculaires de la région alpine, et trouver de nouvelles façons de vivre, de travailler, de penser et de se développer ensemble.

Interreg

Alpine Space

PlurAlps

European Regional Development Fund

